

Le Bonnet Rouge

BUREAUX : 14, rue Drouot. Paris (9^e)

Quotidien Républicain du soir

Le Numéro : Cinq Centimes

TÉLÉPHONE : Central 69-70 et Central 80-62

DIRECTEUR : Miguel ALMEREYDA

Un an : PARIS 20 fr. ; DÉP^t 24 fr. ; ÉTRANGER 32 fr.

PHILIPPE s'en va-t-en guerre...

L'Action Française, qui exploite les exagérations du sentiment patriotique, disait avant la guerre :

— Si jamais la guerre éclate, les royalistes seront au premier rang !

La guerre éclata. La plupart des royalistes firent ce qu'on fait tous les bons citoyens, en âge et en état de porter les armes ou de rendre d'autres services à la défense nationale ; ils se sont rendus au poste que leur fixait leur feuille de route, leur ordre de mobilisation.

Ils n'ont pas eu à choisir le premier rang, ni le dernier, car la place de chaque soldat est fixée par les autorités militaires ; si chacun voulait choisir son poste, ce serait le désordre.

Ils y eurent des royalistes, comme il y eut des socialistes, des radicaux, des démocrates, qui estimèrent qu'on n'appréciait pas à leur valeur réelle leurs forces physiques.

Ils auraient pu rester à l'arrière. Ils ont pensé qu'ils étaient assez robustes pour supporter les fatigues du front. Ils ont demandé à quitter le service auxiliaire, pour le service armé, l'arrière pour la ligne de feu.

Il doit y avoir eu, enfin, des royalistes, comme il y a eu des républicains, qui dispensés de servir, en raison de leur âge, ont demandé à se battre et ont obtenu satisfaction.

C'est ce qu'a fait le républicain et franc-maçon Collignon, qui était un haut fonctionnaire, et qui avait passé la cinquantaine ; il s'engagea dans un régiment d'infanterie, fit campagne comme simple soldat, et fut tué.

Collignon n'était pas un royaliste. Il était même l'adversaire résolu de ce parti. Les royalistes pourraient, sans doute, ôter les noms de quelques-uns des leurs qui ont fait ce qu'a fait Collignon, et ce qu'a fait aussi le vieux maître radical Surridge, qui alla se battre à plus de soixante ans ; ce qu'ont fait bien des autres, dont les noms sont honorés dans les comités républicains, dans les groupes radicaux ou socialistes, dans les sociétés de libre-pensée, dans les loges maçonniques.

Mais s'il y a des héros aussi désintéressés que Surridge ou que Collignon, dans les lignes royalistes, on en connaît peu parmi leurs chefs, parmi ceux qui faisaient, avant la guerre, des discours et des articles patriotiques.

Comme leur ami et voisin, Maurice Barrès, président de la Ligue des Patriotes, les deux directeurs de l'Action Française, Léon Daudet et Charles Maurras, sont prudemment restés à Paris. Ils ne sont ni l'un ni l'autre, aussi âgés que l'était Collignon, qui est Surridge ; ils traiteraient de mentir l'adversaire qui les représenterait comme manquant de vigueur et physiquement impropres au service. Quant à leurs aptitudes intellectuelles, si elles sont manifestement au-dessous du niveau commun, ils n'ont pas le droit de se réclamer d'elles pour expliquer leur abstention, car ils se breument et ils se donnent chaque jour, l'un l'autre, pour des intelligences supérieures, les travaux exceptionnels, les surhommes du journalisme. Léon Daudet et Maurras sont cependant restés dans leurs bureaux et, eux qui envoient les soldats à grandir notre territoire, ils se contentent de passer le temps de guerre à développer leur maison de commerce, à ramasser de l'argent pour leurs loges locales vastes. Ils réclament, dans leurs articles, la rive gauche du Rhin avec des têtes de pont sur la rive droite ; dans la vie, ils s'appliquent à pousser des piques sur la rive droite de la Seine, à transporter en plein Paris leur journal qui n'était qu'un petit cénacle du quartier latin, et à occuper, dans la rue de Rome, en face de la gare Saint-Lazare, une position d'un grand intérêt stratégique pour les manifestations publiques qu'ils se proposent de provoquer à la fin de la guerre, dans le dessein d' créer des embarras au gouvernement républicain.

Les chefs royalistes, en s'abstenant d'aller au front et de servir, ne violent pas la loi ; ils usent de leur droit. Mais ils sentent eux-mêmes qu'il y a entre leurs paroles belliqueuses et leur attitude pacifique, entre ce qu'ils exigent des autres et ce dont ils se contentent pour eux-mêmes, un contraste oriant, bien fait pour diminuer l'autorité que leur ont acquise les jeunes gens qui se sont battus pour leurs idées.

Et les chefs royalistes ont senti qu'il était nécessaire de détruire l'effet de leur prudente abstention, de leur réserve habile. Ils se sont rappelés que, royalistes, ils ont un chef, celui qu'ils ont choisi pour roi, Philippe d'Orléans.

Avant la guerre, ils se moquaient de l'autorité de ce prince qui n'est leur souverain que parce qu'ils le veulent bien ; ils pourraient lui substituer, si l'idée leur en venait et leur plaisait, le premier gaillard venu, par exemple : l'avocat Barthélemy, lequel est, comme Philippe d'Orléans, un aristocrate, puisqu'il s'est contenté de rester en Espagne, pour ne pas faire son service militaire et ne pas exposer sa vie dans les tranchées. Philippe d'Orléans représente la tradition de l'usurpation. L'avocat royaliste Barthélemy, en sa qualité de déserteur, représente la tradition de l'émigration ; il est allé à Barcelone, renouvelant les gestes des royaux, les de 1793 qui s'en allèrent à Coblenz pour ne pas servir dans les armées de la France républicaine et, au contraire, s'associer aux entreprises des rois coalisés contre la République.

Si les royalistes de l'Action Française, et Léon Daudet et Charles Maurras ont bien voulu conserver à Philippe d'Orléans ce titre et cette fonction de roi qui n'a tiennent que d'eux, ils se considèrent dès lors comme ayant des droits sur ce souverain qui est leur créature.

Quand la guerre éclata, on pensait que les chefs royalistes, professeurs de patriotisme, distributeurs de brevet de civisme et de certificats de nationalité, devraient, étant français, du moins aviateurs ou artilleurs. Léon Daudet qui est occupé et roulez-vous aurait utilisé les données de

« plus lourd que l'air ». Quant à Charles Maurras, dont le docteur Meringe n'a pas réussi à guérir la surdité pour la bonne raison qu'il n'y a de pires sourds que ceux qui ne veulent pas entendre les appels de la Patrie menacée, Charles Maurras aurait fait un observateur émérite ; jamais le son du canon n'aurait troublé ses sens indifférents aux bruits de la terre et du ciel.

Les deux gaillards n'ont quitté Paris que pour faire le voyage de Lourdes. A Lourdes, ils ont trouvé le duc d'Orléans, qui s'arracha, pour les recevoir, aux entretiens politiques qu'il poursuivait avec la comtesse Jeanne de Salverte, sa Montespan.

— Monseigneur, c'est la guerre ! dit Daudet.

Et Maurras, à son tour, déclara : — Les hostilités, Monseigneur, sont ouvertes !

Pareil aux interlocuteurs de Scarrate, que Maurras lui rappelait, le duc d'Orléans se contenta d'opposer aux deux compères cette réponse prudente, renouvelée des dialogues de Platon :

— En effet !

Et il allait se remettre à boire du whisky avec Mme de Salverte quand Maurras reprit la conversation, du ton d'un homme qui n'a pas entendu la réponse et qui continue :

— Les hostilités, comme j'ai eu l'honneur de le dire à Monseigneur, sont ouvertes, et il importe que les royalistes prennent l'exemple. Nos jeunes gens vont partir, mais il faut qu'ils soient encouragés par l'exemple de leur chef.

— Engagez-vous, répliqua Philippe, que l'idée de voir un jour Maurras sous le képi divertissait. Engagez-vous ; je vous y autorise.

— Plus que jamais, Maurras se rappela qu'il était sourd. Il poursuivit :

— Monseigneur estime comme nous que les jeunes royalistes qui vont se battre pour défendre le territoire du royaume doivent être encouragés par l'exemple de leur chef. — Ces mots sont au singulier, je le fais respectueusement observer à Monseigneur. Nous venons de demander à Monseigneur quel-à-à il choisit ?

Le duc d'Orléans ne pouvait se défilier. Il dut promettre de s'engager. Mais il n'a nul envie d'exposer ses tristes aux petits sobres des Bavarois, ni son derrière aux écots d'obus.

Il n'avait qu'à se rendre sous un nom quelconque, par exemple « comte de Villiers » au premier bureau de recrutement qu'il aurait rencontré en descendant du bateau, et le tour était joué. Nos valeureux régiments étrangers comptaient un légionnaire de plus.

Le duc d'Orléans savait que, sous son nom, on ne l'accepterait pas. C'est sous son nom que, tous les trois mois, il demande à s'engager.

Le gouvernement français refusa ses services, estimant que la loi ne peut être violée en faveur de personnes, et que la collaboration militaire du duc d'Orléans ne compenserait pas les désordres que sa présence dans nos armées provoquerait.

Le duc d'Orléans renouvela cette petite manifestation sans danger : il s'est fait refuser par l'armée anglaise, par l'armée belge.

Ce petit jeu l'amuse, car, ce matin encore, on nous apprend que Philippe vient de voir l'Américain repousser ses offres. Et la Russie ? Et le Monténégro ? Et le Guatemala ?

Le duc d'Orléans est exclu des armées alliées comme il était expulsé du territoire de la République. On refuse aux bagards le droit d'exposer leur vie pour défendre la France. C'est donc que ce droit, on le considère comme un honneur. Ce honneur, le duc d'Orléans en est indigné. C'est un mauvais citoyen. Il rêve d'asservir le peuple français ; il poursuit le dessein de détruire les libertés que la France a si durement conquises et qu'elle défend contre les menaces du Kaiser ; il ne cache pas sa volonté bien arrêtée de renverser le régime que les Français se sont librement donné et pour lequel ils versent leur sang. C'est un ennemi public. Il est exclu de nos armées comme il est exclu de la République.

Il le sait.

C'est pourquoi il s'offre si volontiers. Il sait d'avance qu'on le refusera.

Les chefs royalistes qui pensaient l'envoyer se battre à leur place, qui comptaient réparer, en l'exposant au danger, le discrédit jeté sur leur parti par leur abstention personnelle, par leur prudente réserve, devront donc trouver autre chose.

Les royalistes seront au premier rang ! annonçait Maurras et Daudet.

Où... mais leurs chefs restent à Paris, Maurras et Daudet n'ont pas préché d'exemple. Et la tentative faite par leur roi, ces jours derniers, loin d'atténuer le mauvais effet produit par leur abstention, la souligne et l'aggrave.

Georges CLAIRET

Réunion Interdite...

Il y a eu la crise du charbon, il y a eu la crise des céréales, il y aura peut-être la crise du pain, mais ce qu'il n'y aura sûrement pas, c'est la crise des cadres, si nous en jugeons du moins par le nombre impondérable d'officiers de police qui se promènent inutilement et inutilement cette après-midi, à deux heures, devant la Bourse du Travail.

Nos lecteurs savent que le meeting intercorporatif avait été interdit. Personne ne se présenta donc à l'heure fixée. Mais les Messieurs de la Préfecture ne voulurent pas laisser échapper l'occasion de digérer en plein air après leur déjeuner.

L'OFFENSIVE FRANCO-ANGLAISE Violentes réactions allemandes Nos troupes maintiennent la totalité de leurs gains

COMMUNIQUÉS OFFICIELS

1097^e JOUR DE LA GUERRE

COMMUNIQUE FRANÇAIS

Au nord-est de Soissons, les Allemands ont lancé, au cours de la nuit, de nombreuses contre-attaques à gros effectifs sur les positions que nous avons conquises hier. La lutte a été particulièrement acharnée dans la région de Lailaux, au nord de la ferme Froidmont, au nord de Bessoy, et dans les environs et au nord-est de Cerny. Partout les efforts de l'ennemi ont été brisés et les vagues d'assaut repoussées par nos feux ou à la baïonnette. Nous avons intégralement maintenu tous nos gains. Nos troupes s'organisent sur le terrain conquis. Il se confirme que les Allemands ont subi de sanglantes pertes, tant au cours des combats d'hier que dans les contre-attaques de cette nuit. Comme toute, les opérations effectuées les 4 et 5 mai, en corrélation avec les opérations britanniques, nous ont rendu mai-

A Stockholm

A Petrograd

LES MAJORITAIRES ALLEMANDS

Rotterdam, 6 mai. — Les social-démocrates majoritaires allemands viennent de décider d'adhérer, officiellement, à la conférence de Stockholm. Ils ont désigné comme délégués les députés Scheidemann, Ebert, Müller, Molkenbuhr, David et Fischer.

LES TRAVAUX DU REICHSTAG

La Séance d'hier

discours de M. Kohn d'acte nuisible aux intérêts de l'Allemagne.

LES TRAVAUX DU REICHSTAG

La Séance d'hier

discours de M. Kohn d'acte nuisible aux intérêts de l'Allemagne.

LES TRAVAUX DU REICHSTAG

La Séance d'hier

discours de M. Kohn d'acte nuisible aux intérêts de l'Allemagne.

LES TRAVAUX DU REICHSTAG

La Séance d'hier

discours de M. Kohn d'acte nuisible aux intérêts de l'Allemagne.

LES TRAVAUX DU REICHSTAG

La Séance d'hier

discours de M. Kohn d'acte nuisible aux intérêts de l'Allemagne.

LES TRAVAUX DU REICHSTAG

La Séance d'hier

discours de M. Kohn d'acte nuisible aux intérêts de l'Allemagne.

LES TRAVAUX DU REICHSTAG

La Séance d'hier

discours de M. Kohn d'acte nuisible aux intérêts de l'Allemagne.

DANS LE PARTI RADICAL

Le Congrès de Bordeaux

Importante Manifestation

Bordeaux (de notre envoyé spécial). — La Fédération régionale du Sud-Ouest, qui vient d'ouvrir son Congrès, groupant les comités de 22 départements, est une des plus importantes du parti radical.

Les Ballets Russes à Paris

Après une suite de représentations en Italie, M. Serge de Diaghilev vient avec sa compagnie donner quatre galas de ses incomparables ballets russes à Paris.

Après une suite de représentations en Italie, M. Serge de Diaghilev vient avec sa compagnie donner quatre galas de ses incomparables ballets russes à Paris.

Après une suite de représentations en Italie, M. Serge de Diaghilev vient avec sa compagnie donner quatre galas de ses incomparables ballets russes à Paris.

Après une suite de représentations en Italie, M. Serge de Diaghilev vient avec sa compagnie donner quatre galas de ses incomparables ballets russes à Paris.

Après une suite de représentations en Italie, M. Serge de Diaghilev vient avec sa compagnie donner quatre galas de ses incomparables ballets russes à Paris.

Aux Etats-Unis

New-York, 5 mai. — M. Saunders, président du comité naval, exprimant une opinion exclusivement personnelle, a annoncé hier qu'il était persuadé que le problème de la lutte contre les sous-marins sera prochainement résolu par les inventions déjà expérimentées par le bureau du comité et qui ont été jugées pratiques.

Le Parlement Interallié

Le Parlement interallié a continué ce matin, sous la présidence de M. Stephen Pichon, l'examen des questions de charbon et du blé.

A BATONS ROMPUS

Nos lecteurs n'auront pas le plaisir de lire aujourd'hui l'article de notre spirituel collaborateur M. Badin.

Le Pays

Nous lisons dans le Courrier du Parlement :

LE BLOC

Avec un écrivain, judicieux et fort, de Lucien Laforgue, et de mordants croquis de Gastier, le bloc, la gascette anticléricalité illustrée, publie cette semaine une étude d'une documentation substantielle, sur les autres immondices que les journaux ont fondés à Paris et dans les départements, pour couvrir les maîtres et l'Église.

Nous lisons dans le Courrier du Parlement :

